



Paris, le 1^{er} mars 2018

/ COMMUNIQUÉ DE PRESSE / COMMUNIQUÉ DE PRESSE /

Futur budget de l'Union européenne : l'AMF demande une politique de cohésion ambitieuse pour l'ensemble des territoires de France

Jean-Claude Juncker a confirmé à l'issue du Conseil européen informel du 23 février 2018, dédié au futur budget de l'Union européenne, le risque de coupes budgétaires dans les dépenses agricoles et de cohésion du futur cadre financier de l'Union européenne pour la période 2021-2027.

L'AMF est très inquiète sur le sort qui serait réservé à la politique de subvention pour les investissements locaux qui représente aujourd'hui un tiers du budget de l'Union européenne. La politique de cohésion est en effet au cœur de la construction européenne car elle stimule la croissance et elle donne une visibilité à l'Europe pour tous les citoyens.

Surtout, il est indispensable de conserver les financements européens pour les infrastructures, la transition énergétique, la recherche et l'innovation, afin de maintenir l'emploi et réduire les disparités de richesses entre les régions européennes, et au sein même des régions françaises.

C'est le message porté hier par Christophe Rouillon, vice-président de l'AMF en charge de l'Europe, auprès de Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes. Il a réaffirmé que *« les fonds européens sont une nécessité absolue pour maintenir la capacité d'investissement de toutes les collectivités locales. Seul un budget européen en extension permettra de financer les nouvelles priorités de l'UE et de maintenir l'intervention de l'Europe dans toutes les communes et intercommunalités de France. »*

L'AMF défendra cette vision d'une Europe forte et solidaire auprès des institutions européennes et lors des consultations citoyennes qui se dérouleront d'avril à octobre.